

Motivation de Simonne Caillot

Présidente de l'AHVE (maintenant dissoute) et de SOS REMEMBREMENT, j'ai toujours été active dans plusieurs associations, d'aide, d'entraide et dans des associations écologiques.

La majorité des français désirent une meilleure prise en compte de leurs besoins dans divers domaines, sans être entendus. Nous souhaitons entre autre une politique respectueuse de la nature, force est de remarquer l'indifférence totale – pour ne pas dire le mépris - des politiques face à ces aspirations.

J'ai personnellement tout essayé pour informer les administrations et les politiques des drames, des destructions, des risques, de l'absurdité des remembrements. Sans les violences qui permettent à certains syndicats de se faire entendre nous n'obtenons aucune écoute. Or nous refusons cette violence (tout en la comprenant dans certains cas). PAS DE VIOLENCES, PAS DE REPONSE.

Cette incapacité du gouvernement et des élus d'entendre les citoyens concerne de nombreux domaines. Je m'en tiendrai à l'agriculture

A) Plus précisément en ce qui concerne « mon » domaine le remembrement

La proposition de loi demandant l'abrogation des textes de Vichy sur le remembrement, texte de bon sens (lisez les motifs) n'a rien donné. Les travaux publics financeraient-ils encore les élus et les partis par le biais d' « études » comme il est expliqué dans « LA CORRUPTION DE LA REPUBLIQUE » ?

Suite aux manifestations qui ont eu lieu de 1990 à 1993 concernant les remembrements et les regrettables destructions des haies avec talus et arbres, le Conseil général de mon département a expliqué l'importance des haies, des arbres, a entrepris des replantations et des plantations subventionnés.

DANS LE MEME TEMPS

- 1) Il continue à financer (à encourager ?) les remembrements autoritaires, (voir Doville)
- 2) Il y a très peu de replantations et de reconstruction de talus, très peu par rapport à ce qui est détruit lors des remembrements, même si la venue des médias peut tenter de faire croire le contraire.
- 3) Une végétation dépendante est plantée alors qu'une végétation autonome, riche en flore et faune, est détruite
- 4) Les principales modifications législatives ont été de remplacer le mot « remembrement » devenu synonyme de fléau destructeur, par le terme « aménagement foncier ». Le ridicule ne tue pas !
- 5) De nombreux nouveaux articles n'ont fait qu'ajouter à la complexité d'un droit rural particulièrement touffu.

Il faut noter que récemment, un petit article a été rajouté aux textes du remembrement : la collectivité territoriale faisant des travaux publics de remembrement n'aura pas à montrer que ces travaux sont d'intérêt général. Ces coûts exorbitants peuvent-ils donc être réalisés dans un intérêt privé ?

Jean Marc GOVERNATORY avec LA FRANCE EN ACTION propose de répondre à de nombreuses demandes formulées par des associations, dont la proposition de loi sur le remembrement

(Il faut noter que le paragraphe suivant n'est pas inclus dans les demandes de LA FRANCE EN ACTION). C'est un motif strictement personnel... que beaucoup partagent et dont personne n'ose parler... surtout lorsque c'est un élu qui est source du problème.

Parler vrai disent les politiques

<<Il est évident que face aux violences de certaines actions de syndicats agricoles, les politiques, médias, particuliers ont peur. Peur de parler des nuisances agricoles en général et des puanteurs des lisiers, de porcheries de poulaillers en particulier. Tout le monde subit. Il existe des techniques pour éviter ces puanteurs, pourquoi ne pas les utiliser, les faire utiliser ? Certaines entreprises ferment ou périssent, chocolateries, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, etc... Il est autorisé de parler – un peu - de la pollution des rivières, des plages, des algues qui a la même source.

Comment, pourquoi UNE personne peut-elle indisposer ainsi toute une population ? même si ce n'est qu'à intervalles irréguliers.>>

On peut rappeler que 9 milliards d'euros vont à 700 000 agriculteurs en France. La FDSEA affirme que les agriculteurs reçoivent des aides qui représentent une part non négligeable du revenu des exploitants.

Nous avons besoin des agriculteurs. Ils nous nourrissent. Nous demandons seulement de pouvoir vivre ensemble, dans le respect de soi-même et des autres.

De plus, nous demandons aussi une agriculture de proximité, capable de nous nourrir localement, une agriculture paysanne, avec des semences fermières et la non-brevetabilité du vivant. <http://www.ogmdangers.com>

Il est indispensable enfin de prendre en compte, la gestion des déchets. <http://www.cniid.org> C'est déchets dont personne ne veut et de nouveau les politiques ne semble pas avoir ou vouloir la connaissance de ce qui est réussi ailleurs.

De fait, cette impression d'impuissance face à la surdité volontaire ou au mépris des politiques et des gouvernements – quand ce n'est pas la haine de la part du pollueur - a été la raison de ma candidature lorsque j'ai entendu parler de l'organisation de Jean Marc Governatory et de LA FRANCE EN ACTION dont je partage bon nombre d'idées.

En conséquence, j'ai contribué à l'organisation des candidatures de la France en Action sur la Manche et j'en suis le porte-parole.

<http://www.sosremembrement.com>

